



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ÉNERGIE, NUMÉRIQUE, TRANSPORT, SANTÉ...

N° 2023-28 du 14 juillet 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. La Secrétaire américaine au Trésor J. Yellen se déplace en Chine
2. La réunion annuelle de la Commission de libre-échange de l'USMCA s'achève au Mexique
3. La Maison-Blanche soutient l'inscription dans la loi du renforcement des règles Buy American pour les marchés de défense
4. Les États-Unis échangent avec l'Afrique du Sud en prévision du sommet des BRICS

Climat – énergie – environnement

5. La Maison-Blanche communique ses résultats suite à son engagement avec les pays du continent africain
6. Le président Biden et le roi Charles III rencontrent des leaders de la finance afin d'aider les pays en développement à lutter contre le changement climatique
7. L'administration Biden prend des mesures pour protéger les collectivités contre les chaleurs extrêmes

Transport et infrastructure

8. Le Département des Transports met à disposition des collectivités urbaines une boîte à outils pour les aider à mettre en place des infrastructures de recharge des véhicules électriques
9. L'administration fédérale annonce le franchissement d'une nouvelle étape dans l'avancement du projet de tunnel Gateway Hudson River

Industrie

10. Un projet de loi pourrait considérablement amoindrir les exigences d'examen environnementaux liés à la construction de nouvelles usines de semi-conducteurs aux États-Unis

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. L'USDA investit 300 M\$ pour réguler les émissions de gaz à effet de serre en agriculture
12. Le Sénat confirme X. Torres Small comme adjointe du Secrétaire à l'Agriculture

Numérique et innovation

13. La Commission européenne a adopté la décision d'adéquation relative au transfert de données entre l'UE et les États-Unis

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Secrétaire américaine au Trésor J. Yellen se déplace en Chine

Trois semaines après le déplacement du Secrétaire d'État américain A. Blinken [voir [Flash Accents du 23 juin 2023](#)], la Secrétaire américaine au Trésor J. Yellen s'est rendue à Pékin du 6 au 9 juillet. Elle y a rencontré le Premier ministre Li Qiang, le Vice-Premier ministre He Lifeng, le ministre des Finances Liu Kun, le Gouverneur de la banque centrale Pan Gongsheng, l'ancien Vice-Premier ministre Liu He, l'ancien Gouverneur de la banque centrale Yi Gang et des membres de la communauté d'affaires chinoise.

Si les deux parties ont insisté sur la nécessité de renforcer leur coopération, J. Yellen [qualifiant](#) la relation bilatérale entre les États-Unis et la Chine de « l'une des plus importantes de notre époque », de nombreux différends demeurent entre les deux pays. Le communiqué chinois [publié](#) à la suite de l'entretien entre J. Yellen et le Vice-Premier ministre chinois He Lifeng a notamment souligné les préoccupations chinoises concernant les « sanctions et restrictions imposées par les États-Unis à l'encontre de la Chine ». De son côté, J. Yellen a [déclaré](#) que les États-Unis continueraient à adopter des « mesures ciblées pour protéger leur sécurité nationale ».

Cette visite intervient dans un contexte où la Chine demeure un sujet majeur d'attention au Congrès. Lors d'une audition [organisée](#) le 11 juillet par la Commission exécutive du Congrès sur la Chine, le sénateur J. Merkley (D-Oregon) a ainsi appelé à une plus grande diversification des chaînes de valeur de la part des entreprises américaines opérant en Chine. La Commission spéciale en charge de la Chine à la Chambre a également [organisé](#) une audition le 13 juillet afin d'évoquer les risques associés aux activités des entreprises américaines sur le territoire chinois. Le président de la Commission des Affaires étrangères à la Chambre, M. McCaul (R-Texas) a de son côté [sommé](#) le 12 juillet le Secrétaire d'État américain A. Blinken de lui transmettre d'ici le 17 juillet des documents internes au Département d'État, à la suite de la [publication](#) d'un article de Reuters faisant état d'efforts du Département d'État pour retarder l'adoption de sanctions contre la Chine après l'épisode du ballon [voir [Flash accents du 17 février 2023](#)].

2. La réunion annuelle de la Commission de libre-échange de l'USMCA s'achève au Mexique

La Représentante américaine au Commerce (USTR) K. Tai s'est rendue à Cancun, au Mexique, les 6 et

7 juillet afin d'assister à la troisième réunion annuelle de la Commission de libre-échange (Free Trade Commission, FTC) de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA), dans le contexte où persistent entre les trois pays plusieurs différends commerciaux. Si la déclaration conjointe issue de la FTC, [relayée](#) par le Bureau de l'USTR le 13 juillet, n'a pas évoqué ces différends, ces derniers ont fait l'objet de discussions entre K. Tai et ses homologues lors d'entretiens bilatéraux. Durant son échange avec la ministre de l'Économie mexicaine R. Buenrostro, K. Tai a notamment [exprimé](#) ses préoccupations s'agissant du respect par le Mexique de ses engagements au titre de l'USMCA dans les secteurs de l'énergie, de la pêche, des biotechnologies et des services de paiement électronique. K. Tai a également souligné l'importance de la surveillance par Mexico du volume de ses exportations d'acier et d'aluminium vers les États-Unis. Avec son homologue canadienne M. Ng, K. Tai a également [rappelé](#) la nécessité pour Ottawa de respecter ses engagements conclus dans le cadre de l'USMCA et a exhorté le Canada à ne pas imposer de taxe sur les services numériques, alors que les négociations à ce sujet se poursuivent à l'OCDE.

3. La Maison-Blanche soutient l'inscription dans la loi du renforcement des règles Buy American pour les marchés de défense

Dans une déclaration [publiée](#) le 10 juillet, le Bureau de la gestion et du budget de la Maison-Blanche (OMB) a indiqué que l'Administration « sout[enait] fortement » l'adoption de la loi annuelle d'autorisation de défense nationale (National Defense Authorization Act, NDAA) actuellement débattue au Congrès. En particulier, elle a salué la disposition, incluse dans la version de la proposition de NDAA de la Chambre des Représentants, visant à renforcer les critères de contenu local requis pour les programmes d'achats fédéraux dans le domaine de la défense. Cette proposition aurait pour effet d'inscrire dans la loi américaine le passage de 55 % à 60 % des niveaux exigés de contenu d'intrants originaires des États-Unis et leur augmentation progressive jusqu'à 75 % en 2029. Il s'agirait d'une inscription dans la loi des modifications déjà apportées aux règles dites « Buy American » par l'Administration par voie réglementaire, sur le fondement du [décret présidentiel](#) du 25 janvier 2021. Ces modifications, entrées en vigueur en mars 2022, s'appliquent à tous les marchés publics fédéraux alors que la proposition de NDAA de la Chambre ne couvre que les marchés de défense.

La déclaration de la Maison-Blanche précise néanmoins qu'elle s'oppose à d'autres volets du texte, tels que la proposition d'interdire l'acquisition d'ordinateurs et d'imprimantes d'origine chinoise par le Département de la Défense, qui imposerait un « fardeau injustifié » sur l'Administration.

4. Les États-Unis échangent avec l'Afrique du Sud en prévision du sommet des BRICS

Une délégation de représentants sud-africains, au sein de laquelle figurait notamment le ministre du Commerce E. Patel, s'est rendue cette semaine aux États-Unis dans le cadre d'une visite officielle. Cette visite avait notamment pour objectif de discuter du maintien de l'Afrique du Sud au sein de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), un programme américain octroyant des avantages commerciaux à trente-cinq pays africains. Les États-Unis ont fait état de leur préoccupation concernant le rapprochement initié par l'Afrique du Sud avec la Russie, matérialisé par l'absence de condamnation de l'invasion russe en Ukraine et la participation de Pretoria à des manœuvres conjointes avec la Russie et la Chine en février dernier. Plusieurs membres du Congrès ont ainsi [adressé](#) le 9 juin une lettre au Secrétaire d'État américain l'appelant à retirer à l'Afrique du Sud les avantages commerciaux dont elle bénéficie dans le cadre de l'AGOA et à modifier le lieu du futur sommet annuel de ce programme, qui doit se tenir prochainement à Johannesburg. Dans ce contexte, le ministre E. Patel s'est [entretenu](#) avec la Représentante américaine au Commerce K. Tai le 12 juillet et a rencontré deux membres de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, dont le président du sous-comité en charge de l'Afrique J. James (R-Michigan), qui a récemment [introduit](#) une résolution visant à reconsidérer la relation bilatérale entre les États-Unis et l'Afrique du Sud compte tenu de ses relations avec la Russie.

Brèves

- Les 11 et 12 juillet, le Secrétaire adjoint au Trésor américain, W. Adeyemo, s'est rendu en Allemagne afin d'échanger sur la coopération contre le contournement des sanctions par la Russie et la création de chaînes de valeur résilientes dans le secteur énergétique. Il a notamment [salué](#) la capacité des programmes de sanctions en vigueur à limiter les revenus tirés par la Russie de sa production énergétique et souligné le rôle de l'IRA dans la création d'opportunités d'investissements dans les secteurs de la transition énergétique.
- La Représentante américaine au Commerce (USTR) K. Tai a [rencontré](#) le 11 juillet le « Shadow Secretary » britannique chargé du commerce international pour le Parti travailliste, T. Symonds.
- Le 13 juillet, le Département américain du Trésor a [annoncé](#) la nomination en septembre prochain de la directrice générale de l'OFAC, A. Gacki, au poste de directrice du Réseau américain de lutte contre les crimes financiers (Financial Crimes Enforcement Network, FinCEN). L'actuel directeur adjoint de l'OFAC, B. Smith, lui succédera à la tête de l'OFAC.
- Le 11 juillet, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) A. Vulin, directeur de l'Agence d'information de la sécurité de Serbie, accusé d'être impliqué dans des activités de corruption et de soutien aux opérations de déstabilisation de la Russie dans la région des Balkans.
- Le 12 juillet, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) dix individus et une entité originaires du Mexique, accusés d'être impliqués dans des activités de trafic de fentanyl et autres stupéfiants en lien avec le cartel mexicain de Sinaloa.

Climat - Énergie - Environnement

5. La Maison-Blanche communique ses résultats suite à son engagement avec les pays du continent africain

Lors du sommet commercial États-Unis – Afrique, la délégation américaine a [annoncé](#) la conclusion de 75 nouveaux contrats, d'une valeur totale estimée à 5,7 Md\$. Selon la Maison-Blanche, depuis le lancement du réseau de technologies propres États-Unis – Afrique (CTEN), en décembre 2022,

24 entreprises américaines participent à l'amélioration de l'accès à l'énergie sur le continent africain. Le CTEN annonce l'objectif de conclure de nouveaux contrats pour les énergies propres pour 350 M\$ au cours des cinq prochaines années. Depuis décembre, l'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA) a financé huit études de faisabilité pour faire avancer la mise en œuvre de plus de 1 Md\$ de projets, notamment

dans le secteur des énergies propres. En juin, l'EXIM Bank, l'agence de crédits-exportations américaine, a débloqué un fond de 900 M\$ pour deux projets solaires qui produiront plus de 500 MW d'énergie renouvelable. La Millennium Challenge Corporation (MCC) et l'USAID, en partenariat avec Prosper Africa ont conclu un accord avec La Société Nationale de Garantie et de Financement de l'Entreprise du Maroc afin de développer des crédits verts. Les banques commerciales pourront les proposer aux entreprises désireuses d'investir dans des projets d'industrialisations responsables. La Maison-Blanche indique également que le Partenariat pour l'infrastructure et l'investissement mondial (PGII) [participe](#) à plusieurs de ces investissements publics et privés sur le continent.

6. Le Président Biden et le roi Charles III rencontrent des leaders de la finance afin d'aider les pays en développement à lutter contre le changement climatique

Le président Biden et le roi Charles III ont rencontré, au château de Windsor, 23 personnalités du secteur financier afin de soutenir les pays en développement dans la lutte contre le changement climatique. Cette réunion [s'inscrit](#) dans la continuité des efforts déployés par les États-Unis et le Royaume-Uni destinés à accélérer la transition énergétique dans les pays en développement. Elle s'inscrit également dans la préparation de la COP28, qui aura lieu en fin d'année aux Émirats arabes unis.

Les participants ont souligné l'importance des partenariats entre les gouvernements, les investisseurs privés et les organisations philanthropiques, afin de soutenir la lutte contre le changement climatique. Les institutions financières du secteur privé ont annoncé une série de nouvelles plateformes d'investissements pour financer des initiatives en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Builders Vision and Co ainsi que Renewable Resources Group Partnership investiront plus de 1 Md\$ dans des projets relatifs à l'agroforesterie et la gestion durable de l'eau dans des régions à forte

biodiversité et à risque climatique. Builders Vision dédiera également 100 M\$ à des programmes liés aux océans dans les marchés émergents. LeapFrog Investments, s'est engagée à investir 500 M\$ dans des entreprises qui luttent contre le changement climatique en Afrique et en Asie. La Fondation Tony Elumelu lance une coalition de 500 M\$ en ciblant particulièrement l'entrepreneuriat vert.

7. L'administration Biden prend des mesures pour protéger les collectivités contre les chaleurs extrêmes

Le Président Biden indique avoir [pris](#) des mesures pour faire face à la crise climatique et aider les Américains de tous les États à mieux résister aux conséquences des vagues de chaleur. En particulier, la Maison-Blanche rappelle qu'en avril dernier, l'Administration a débloqué 385 M\$ dans le cadre du Low-Income Home Energy Assistance Program (LIHEAP), afin réduire les coûts de climatisation en été. Elle rappelle également que le LIHEAP aide les collectivités à mettre en place des centres de rafraîchissement communs dans des lieux publics où toute personne peut se rafraîchir pendant les périodes les plus chaudes de la journée. Le communiqué souligne enfin que l'administration de la santé (OHSA) a entamé le processus d'élaboration de la première norme nationale quant à la chaleur sur les lieux de travail. L'Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA) va également créer deux centres de recherche pour aider les communautés à gérer et à améliorer leur résistance aux chaleurs extrêmes.

Brèves

- Le Département américain de l'Énergie (DoE) a l'intention d'acheter 6 M de barils de pétrole supplémentaires pour [reconstituer](#) la réserve stratégique des États-Unis. Au total, 12 M de barils devraient être achetés d'ici août 2023.
- L'administration Biden investit plus de 200 M\$ afin de [moderniser](#) le réseau électrique américain.

Transport et infrastructure

8. Le Département des Transports met à disposition des collectivités urbaines une boîte à outils pour les aider à mettre en place des infrastructures de recharge des véhicules électriques

Le 12 juillet, le Département des Transports (DoT), en collaboration avec le Département de l'Énergie (DoE) et le Joint Office of Energy and Transportation, a [publié](#) une boîte à outils intitulée « Charging Forward », destinée à aider les collectivités locales et leurs partenaires à

concevoir, planifier et financer les infrastructures de mobilité électrique en zone urbaine. Cette ressource d'accompagnement technique fait suite au [guide](#) «Rural EV toolkit», consacré spécifiquement aux collectivités rurales, publié par l'administration fédérale en 2022 et mis à jour cet été. Outre la présentation des programmes de soutien financier existants, notamment dans le cadre de la Loi bipartisane pour les infrastructures, la boîte à outils offre une introduction aux principes de base de la mobilité électrique et de ses particularités en milieu urbain. Elle recense également des ressources en ligne pour aider les acteurs à caractériser les besoins, élaborer des analyses de coût et conduire des études d'impact. À travers le renforcement de l'assistance technique aux collectivités, et en complément de la mise à disposition de financements fédéraux dédiés aux infrastructures de recharge (5 Md\$ dans le cadre du National Electric Vehicle Program), l'administration Biden entend soutenir ses objectifs de construire 500 000 chargeurs publics et de réduire de moitié les émissions nationales de gaz à effet de serre du pays d'ici 2030.

9. L'administration fédérale annonce le franchissement d'une nouvelle étape dans l'avancement du projet de tunnel Gateway Hudson River

Le 11 juillet, l'administration Biden-Harris a [annoncé](#) le passage du projet Gateway Hudson River Tunnel à la phase suivante, ce qui permettra de débloquer jusqu'à 6,9 Md\$ de nouveaux financements alloués dans le cadre du programme de soutien fédéral Capital Investment Grants (CIG), supervisé par la Federal Transit Administration. Ce projet d'envergure vise à construire un nouveau tunnel entre New York et le New Jersey, complémentaire

du tunnel ferroviaire de North River, vieux de 110 ans et transportant 200 000 passagers par jour pour New Jersey Transit et Amtrak le long du corridor du nord-est. Cette nouvelle phase du projet permettra d'entamer le déplacement de certaines canalisations et réseaux, l'acquisition des terrains nécessaires, la démolition, l'acquisition d'équipements et de matériaux spécialisés et l'approfondissement des études de conception.

Brèves

- Le 11 juillet, à l'occasion du 33^e anniversaire de l'adoption de l'American with Disabilities Act, une loi américaine emblématique sur l'accessibilité des lieux et services aux personnes en situation de handicap, la Vice-Présidente K. Harris et le Secrétaire aux Transports P. Buttigieg ont [participé](#) à une table ronde publique à ce sujet. Durant cet échange, la Vice-Présidente a souligné l'importance cruciale de l'accessibilité dans les transports publics et a souligné qu'il reste beaucoup à faire. Elle a cité, par exemple, le manque de toilettes adaptées aux personnes handicapées dans les vols intérieurs.
- Le 11 juillet, la Federal Aviation Administration (FAA) a [annoncé](#) le financement de 92 M\$ répartis entre 21 aéroports, dans le but de les soutenir dans leur démarche de décarbonation. Ce financement a été octroyé dans le cadre du Airport Improvement Program, doté d'une enveloppe totale de 3,1 Md\$ étalée entre 2022 et 2024. Les fonds alloués cette année serviront pour moitié à financer l'installation d'équipements solaires, tandis que l'autre moitié sera dépensée pour l'achat de véhicules et engins aéroportuaires électriques.

Industrie

10. Un projet de loi pourrait considérablement amoindrir les exigences d'examens environnementaux liés à la construction de nouvelles usines de semi-conducteurs aux États-Unis

Alors que le Département américain du Commerce (DoC) a récemment lancé le second tour d'appel à candidatures du programme CHIPS for America pour le financement de projets d'installations de

matériaux et d'équipement de plus de 300 M\$, un projet de loi pourrait réduire l'étendue des examens environnementaux requis par le National Environmental Policy Act (NEPA) pour la construction de ces nouvelles installations.

La loi NEPA impose des examens environnementaux particuliers pour les projets de construction dans lesquels le gouvernement fédéral joue un rôle majeur. Ces derniers mois, les industriels du secteur ont régulièrement exprimé

leur inquiétude concernant ces examens, qui pourraient « considérablement retarder » le démarrage des nouvelles installations bénéficiant de financements du CHIPS Act. Le DoC s'est montré jusqu'à présent déterminé à ne pas abandonner son volet environnemental et a organisé plusieurs sessions d'information dédiées aux candidats aux subventions à ce sujet.

Le projet de loi bipartisan et bicaméral Building Chips in America Act présenté mardi pourrait cependant satisfaire la demande de l'industrie en « rationalisant les exigences fédérales en matière d'autorisations » selon un communiqué du sénateur M. Kelly (D ; Arizona), un des membres du Congrès

à l'initiative du projet de loi. Building Chips in America définirait plus strictement les projets soumis aux examens NEPA, en excluant notamment ceux qui requièrent des permis fédéraux, les projets déjà en construction, les extensions de sites existants qui ne font pas plus que doubler la taille du site ou les projets pour lesquels l'aide fédérale ne représente pas plus de 15% du coût de l'installation. Le projet de loi raccourcirait également considérablement le délai dans lequel les opposants à un projet peuvent tenter une action en justice et désignerait le DoC comme l'agence fédérale responsable des examens NEPA pour tout projet relevant de la loi CHIPS.

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. L'USDA investit 300 M\$ pour réguler les émissions de gaz à effet de serre en agriculture

Dans le cadre du programme Investing in America, l'USDA a [annoncé](#) qu'il lançait une opération pour améliorer « la mesure et le contrôle de la déclaration des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de la séquestration du carbone » dans le secteur agricole. Les fonds mobilisés pour cette initiative seront issus de l'Inflation Reduction Act qui a déjà fourni près de 20 Md\$ en investissements globaux pour promouvoir des pratiques agricoles et forestières adaptées au changement climatique.

Selon l'USDA, cet effort contribue à l'objectif du président Biden, à savoir une réduction de 50% à 52% des émissions de GES d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 2005 et pour lequel l'agriculture est un levier. « L'un des grands défis technologiques restants pour faire face à la crise climatique est de s'assurer que les solutions naturelles dans l'agriculture et la foresterie fonctionnent bien », a déclaré J. Podesta, conseiller principal du président pour l'innovation et la mise en œuvre de l'énergie propre.

À cette fin, l'USDA a notamment identifié les stratégies suivantes :

(i) La création d'un réseau de surveillance et de recherche sur le carbone des sols mais aussi sur la biomasse pérenne comme les arbres.

(ii) La création d'un réseau de recherche sur les GES provenant des principales sources agricoles telles que les émissions d'élevage et celles associées aux engrais.

(iii) L'amélioration des normes des pratiques de conservation du NCRS (service de conservation des ressources naturelles).

(iv) L'amélioration des modèles et des outils pour l'évaluation des résultats.

12. Le Sénat confirme X. Torres Small comme adjointe du Secrétaire à l'Agriculture

Désignée par le Président Biden le 15 février 2023 pour devenir la nouvelle Secrétaire adjointe à l'Agriculture, la nomination de X. Torres Small au poste de n°2 de l'USDA a été [confirmée](#) par le Sénat le 11 juillet 2023 à une très large majorité (79 voix contre 8).

Avant de rejoindre l'USDA, X. Torres Small était Représentante de l'État du Nouveau-Mexique (élue en 2018 et battue en 2020). Elle a notamment siégé à la Commission de l'agriculture de la Chambre des représentants. X. Torres Small était jusqu'à ce jour la Sous-Secrétaire au Développement rural. Dans ce poste, elle supervisait les prêts et les subventions destinés à l'amélioration des infrastructures, au développement des entreprises, au logement social, aux équipements collectifs ainsi qu'à l'accès à l'internet à haut débit dans les zones rurales, tribales et à forte pauvreté.

Avocate, spécialisée dans le domaine du droit de l'eau et des ressources naturelles, X. Torres Small est titulaire d'un diplôme de droit de l'université du Nouveau-Mexique, d'un diplôme de premier cycle de la School of Foreign Service de l'Université de Georgetown et d'un baccalauréat international du

Waterford Kamhlaba United World College d'Afrique du Sud.

Outre le fait d'être une femme, ses origines sociales modestes et son origine mexicaine sont mises en avant dans la communication de l'USDA. Elle succède à Dr. Jewel Bronaugh qui était afro-américaine, la première femme noire à occuper le poste de Secrétaire adjointe de l'Agriculture de l'histoire des États-Unis.

Brèves

- Le chef de la majorité démocrate au Sénat, C. Schumer (D-NY), a inclus le Farm Bill dans la liste des textes prioritaires pour la chambre haute avant les vacances du mois d'août. Dans une lettre adressée à ses collègues pour les travaux parlementaires du mois de juillet, C. Schumer a appelé à « progresser sur des projets de loi bipartisans (...) [pour] mettre en place une politique agricole de bon sens ».

Numérique et innovation

13. La Commission européenne a adopté la décision d'adéquation relative au transfert de données entre l'UE et les États-Unis

La Commission européenne a [annoncé](#) lundi l'adoption d'une nouvelle décision d'adéquation relative au transfert de données entre l'UE et les États-Unis. Dans son communiqué, la Commission européenne déclare que les lois américaines sur la protection des données offraient un « niveau de protection adéquat » aux citoyens européens, et que les États-Unis avaient introduit de nouvelles garanties limitant l'accès des services de renseignement américains aux données de l'UE à ce qui était « nécessaire et proportionné ».

Cette annonce fait suite à la [déclaration](#) publique de la Secrétaire au Commerce G. Raimondo à propos des relations US/UE sur le transfert de données le lundi 3 juillet. G. Raimondo estimait que « les États-Unis avaient rempli leurs engagements en matière de mise en œuvre du cadre UE-États-Unis sur la protection des données », en référence à l'accord politique bipartite du 25 mars 2022. Cela a été rendu possible grâce à l'annonce de la mise en place de la Cour de contrôle de la protection des données par le Département américain de la Justice (DoJ), qui permettra aux résidents européens de porter plainte contre les agences américaines s'ils estiment que leurs données n'ont pas été collectées de manière « nécessaire » et « proportionnée » à la sécurité nationale.

Le président des États-Unis, Joe Biden, s'est [félicité](#) de l'accord sur le transfert de données et a déclaré qu'il reflétait un « engagement commun en faveur d'une protection solide de la confidentialité des données ». Méta a également salué la décision.

Brèves

- Google [déploie](#) Bard, le concurrent de Chat GPT, en Europe, après un retard initial dû à des préoccupations en matière de confidentialité

des données. La Commission irlandaise de protection des données a indiqué que Google avait accepté de procéder à un examen et de présenter un rapport à l'organisme de surveillance dans trois mois (vers la mi-octobre). Dans les mois à venir, le chatbot d'IA fera donc l'objet d'une plus grande attention de la part des autorités de réglementation, même s'il ne fait pas l'objet pour le moment d'une enquête formelle.

- Amazon [s'oppose](#) à son inclusion dans la liste des entreprises de l'Union européenne soumises au Digital Service Act (DSA), ce qui constitue la première contestation de la législation par une entreprise américaine. Le 11 juillet, Amazon a déposé une requête auprès du Tribunal de première instance du Luxembourg, arguant qu'il ne devrait pas être désigné comme l'une des 17 « très grandes plateformes en ligne ». Amazon a contesté le fait d'être qualifié de très grande plateforme en vertu de la loi, affirmant que cette désignation s'applique aux entreprises dont la publicité est le principal revenu et qui diffusent des discours et des informations.
- La Commission européenne a [lancé](#) une enquête approfondie sur l'acquisition prévue par Amazon d'iRobot (robots aspirateurs), en raison de préoccupations liées à la concurrence sur le marché des aspirateurs automatiques. Les principales craintes présentées par la Commission européenne sont (i) le risque de favoritisme d'Amazon pour iRobot dans ses publicités, ce qui entraînerait des prix plus élevés et une baisse de la qualité des produits et (ii) la possibilité pour Amazon d'empêcher les concurrents d'iRobot d'utiliser son assistant vocal Alexa. La Commission européenne a fixé au 15 novembre la date limite pour se prononcer sur l'accord.

- Un juge californien a donné son [accord](#) à Microsoft pour conclure l'acquisition d'Activision Blizzard pour un montant de 69 Md\$. Cette décision annule ainsi la tentative de blocage de l'acquisition lancée par la Federal Trade Commission (FTC), qui craignait que cette opération n'étouffe la concurrence. Selon Axios, la FTC aurait fait savoir qu'elle ferait appel de la décision. En parallèle, Microsoft a également conclu un accord mardi avec les autorités de régulation britanniques afin de mettre un terme à une bataille juridique distincte concernant cette même fusion. L'autorité britannique de la concurrence et des marchés avait bloqué l'achat en avril pour des raisons de concurrence.
- La Federal Trade Commission a [ouvert](#) une enquête sur OpenAI, cherchant à déterminer si le fabricant du populaire robot ChatGPT a enfreint les lois sur la protection des consommateurs en mettant en péril la réputation et les données personnelles.
- Elon Musk a [dévoilé](#) officiellement sa dernière entreprise technologique, xAI, qui vise à « comprendre la véritable nature de l'univers ». Les détails sur ce que xAI apportera exactement à l'industrie ne sont pas encore connus.
- Une violation massive de données numériques en santé a été [dévoilée](#) le 12 juillet 2023. Elle porte sur 11 M de patients du plus grand groupe hospitalier privé au monde, HCA Healthcare, dont le siège se trouve dans le Tennessee. Selon Health IT Security, plus de 39 M de données sur les patients ont été hackées au cours du premier semestre 2023 dans près de 300 incidents.

Chères lectrices,
Chers lecteurs,

Les rédacteurs du Flash sectoriel et commercial
vous donnent rendez-vous
le vendredi 25 août
pour la prochaine édition.

Un bel été !

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'inscrire](#)